

Les élus sont engagés et mobilisés chaque jour pour leur territoire. Ils méritent bien mieux que l'agressivité dont ils sont si souvent les victimes !

Notre pays fait face à une crise politique : sans précédent. Le désastre de nos élections pour la politique électorale d'aujourd'hui, un peu plus. Des élections prises en force, ou dépourvues du quorum, ou ne correspondant pas aux attentes de nos concitoyens... L'image dégradée que nous renvoie les membres des plus hautes instances dénote une véritable dégradation du statut des élus.

Même si les élections municipales n'ont pas été démontées, il ne doit pas être sous-estimé le rôle d'aujourd'hui par une politique de proximité que l'on ne peut pas le faire. Les maires sont en première ligne. Et ces derniers années, ils sont en première ligne. S'ils ont été souvent appliqués pour leur gestion exemplaire de la crise sanitaire, ils ont été aussi pour leur investissement au quotidien dans la gestion de leur territoire, en assurant la continuité de nos services. Des démissions consécutives à une fonction toujours plus difficile. Plus inquiétante, en outre, dans le même temps à une forme d'insécurité dévolue à la fonction d'aujourd'hui. On ne peut pas le faire. Les maires sont en première ligne. Et ces derniers années, ils sont en première ligne. S'ils ont été souvent appliqués pour leur gestion exemplaire de la crise sanitaire, ils ont été aussi pour leur investissement au quotidien dans la gestion de leur territoire, en assurant la continuité de nos services. Des démissions consécutives à une fonction toujours plus difficile. Plus inquiétante, en outre, dans le même temps à une forme d'insécurité dévolue à la fonction d'aujourd'hui. On ne peut pas le faire.

On cherche des responsables à tous

les maux. La suite des maires sont en première ligne.

Lors du Congrès des Maires de l'Indre qui s'est tenu le 15 juin dernier, il a été souligné une hausse de violence et de menaces de 51 % entre 2021 et 2022, phénomène qui augmente encore en ce premier semestre. Face à cela, le Gouvernement s'engage à agir, avec la mise en place de plusieurs dispositifs d'information et de protection.

Pour tout, il est essentiel et urgent de reconnaître le lien entre les citoyens et les institutions, de valoriser l'engagement civique et de créer des espaces de dialogue et de participation, notamment le dialogue à l'échelle locale.

En redonnant aux élus - notamment aux maires - un sentiment de valorisation et de légitimité, nous renforcerons leur engagement et contribuons à une gouvernance locale solide et dynamique.

Les maires sont impliqués au quotidien au service de leurs administrés, au service de leur territoire, de leur ville, et ils le font avec une motivation de plus en plus complexe, motivés à mener à bien leurs projets pour améliorer et moderniser leur territoire. Être élu aujourd'hui, c'est garantir à nos concitoyens un service public présent, accessible, juste et de qualité.

haus en termes de sécurité, quel que soit le niveau de collectivité. La mission est respectée et doit être respectée.

La mission est au cœur des relations entre les institutions individuelles et le pays. C'est une place bien difficile et souvent très ingrate. Ils sont pourtant les piliers de la vie démocratique, et, en cela, ils méritent notre respect et toute notre reconnaissance.

Le groupe des élus de la Majorité départementale : GIL AVÉROUS, Nadine BELLURST, Régis BLANCHET, Sébastien BLOCH, Gilles CARMONAT, Nathalie CORDEAU, François DAUGERON, Claude DUCRET, Mireille DUVOUX, Marc FLEURET, Virginie FONTAINE, Hervé FORTUIT, Jean-Pierre FUSION, Jeanne JERON-SOLINE, Lydie LACOU, Gérard MARTEL, Frédéric PERRAUD, Philippe MITTNER, Chantal MORAULT, Florence PETITREZ, Christine ROBERT, Michèle SELLERON.

Retraite à 64 ans : une promesse de précarité

Face à un mouvement social de grande ampleur et une opinion hostile, le gouvernement a fait le choix de passer outre que coûte une réforme des retraites aussi injuste qu'insolite, démentant ses principes de la démocratie participative. Ce jeu dangereux les a rendus perdants, à commencer par les seniors qui, déjà bien souvent

près d'emploi avant l'heure de la retraite, doivent gagner deux ans de plus avec le report de l'âge légal. Les départements doivent faire face à une hausse de la précarité qui se traduit entre autres par celle des allocations du RSA. Le jeu dangereux des élections ne leur a rien décidé.

Le groupe des élus de la Gauche départementale, Socialiste et Écologiste : François ANISSEAU, Lucie BARBER, Michel BOUTIER, Anne-Claude MATHIAS-LEFEBVRE.

TRIBUNE LIBRE

Tribune libre de juin 2023

1 DOCUMENT Publié le 29 juin 2023



Tribune libre de juin 2023

PDF - 119.66 Ko



DÉPARTEMENT DE L'INDRE

Place de la Victoire et des Alliés CS20639
36020 Châteauroux

Lundi au Vendredi : 8h30 à 12h30 - 14h à 17h30

02 54 27 34 36